

DANS L'ACTUALITE du 29 avril au 5 mai 2014

### Textes officiels

JORF n° 0104 du 4 mai 2014

Expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) dans les régions Basse-Normandie, Bretagne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Midi-Pyrénées, Nord - Pas-de-Calais et Picardie

[Décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement](#)

JORF n° 0102 du 2 mai 2014

Modalités de fonctionnement du fonds de soutien aux collectivités territoriales ayant contracté des produits structurés tel qu'institué à l'article 92 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014

[Décret n° 2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque](#)

Création du Conseil national d'évaluation des normes (CNEN), qui succède à la commission consultative d'évaluation des normes (CCEN)

[Décret n° 2014-446 du 30 avril 2014 portant application de la loi n° 2013-921 du 17 octobre 2013 portant création d'un Conseil national d'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics](#)

[Arrêté du 30 avril 2014 relatif à l'élection des représentants des régions, des départements, des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre au Conseil national d'évaluation des normes](#)

Tarifs maximaux de la taxe locale sur la publicité extérieure pour les collectivités locales bénéficiaires du produit de cette taxe qui en déterminent les tarifs par voie de délibération ainsi que les exploitants ou les propriétaires de supports publicitaires et tout acteur économique dans l'intérêt duquel un support taxable est réalisé

[Arrêté du 18 avril 2014 actualisant pour 2015 les tarifs maximaux de la taxe locale sur la publicité extérieure](#)

### **Proposition de loi**

Proposition de loi visant à assouplir la procédure prévue dans le code général des collectivités territoriales concernant la modification des limites régionales visant à inclure un département dans une région qui lui est limitrophe, enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 29 avril 2014

[Proposition de Loi visant à assouplir la procédure de modification des limites régionales en vue d'inclure un département dans une région qui lui est limitrophe](#)

Proposition de loi relative à l'efficacité énergétique, enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 29 avril 2014

[Proposition de loi relative à la promotion de l'efficacité énergétique](#)

### **Jurisprudence**

Une piste de ski alpin dont l'aménagement a été autorisé en vertu de l'article L. 473-1 du code de l'urbanisme appartient au domaine public communal

[CE 28 avril 2014 commune de Val-d'Isère, req. n° 349420](#)

Les juges du fond portent une appréciation souveraine sur le point de savoir si un projet est de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan local d'urbanisme et à justifier une décision de sursis à statuer

[CE 30 avril 2014 commune de Ramatuelle, req. n° 356730](#)

Obligation de motivation de la demande de préemption n'impose pas à l'auteur de la décision de préciser la sensibilité du milieu naturel ou la qualité du site, dès lors que l'inclusion de parcelles dans une zone de préemption est nécessairement subordonnée à leur intérêt écologique, ou les modalités futures de protection et de mise en valeur des parcelles qu'elle envisage de préempter.

[CE 30 avril 2014 commune des Saintes-Maries-de-la-Mer, req. n° 360794](#)

Concernant l'implantation d'une antenne de radiotéléphonie mobile sur la terrasse d'un immeuble : sa hauteur est sans incidence sur la détermination du régime applicable

[CE 30 avril 2014 société française du radiotéléphone \(SFR\), req. n° 366712](#)

La rénovation d'un cours d'eau n'est pas soumise à la loi MOP

[CAA Douai 15 avril 2014 société Benoît Journal Environnement, req. n° 13DA00726](#)

### **Instruction**

Instruction précisant les modalités de la mise à jour des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) prévue à l'article L.212-2 du code de l'environnement

[Instruction n° NOR DEVL1406395J du Gouvernement du 22 avril 2014 relative à la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux et des programmes de mesures associés](#)

Source : [circulaire.legifrance.gouv.fr](http://circulaire.legifrance.gouv.fr) du 1<sup>er</sup>/05/2014

### **Réponse ministérielle**

Bonus écologique pour les collectivités territoriales

[Rép. min. n° 2139, JO Sénat du 1<sup>er</sup> mai 2014](#)

Perspectives du réseau Natura 2000

[Rép. min. n° 7152, JO Sénat du 1<sup>er</sup> mai 2014](#)

Qualité de l'eau

[Rép. min. n° 2823, JO Sénat du 1<sup>er</sup> mai 2014](#)

## Vu par ailleurs

Administratif

### Top départ pour le Conseil national d'évaluation des normes

[Le Conseil national d'évaluation des normes, qui remplace l'actuelle Commission consultative d'évaluation des normes, va s'atteler à la chasse aux normes inutiles, dès son installation en juillet prochain.](#)

Source : le Moniteur du 02/05/2014

### La mise en œuvre du choc de simplification

[Le Premier ministre a présenté une communication relative à la mise en œuvre du choc de simplification.](#)

Source : Conseil des ministres du 30/04/2014

Contrat public

### Démolition d'une construction illégale : qui fait quoi ?

[Pour procéder à la démolition d'office d'une construction illégale, l'autorité compétente n'est pas dispensée du respect des règles de publicité et de mise en concurrence prévues par le Code des marchés publics.](#)

Source : le Moniteur du 05/05/2014

### L'obligation d'allotissement vaut aussi pour les marchés de prestations juridiques !

[Dans un arrêt du 11 avril 2014, le Conseil d'Etat a rappelé l'obligation pour le pouvoir adjudicateur de procéder à l'allotissement dans les marchés publics. Les marchés de prestations juridiques n'échappent pas à cette règle...](#)

Source : localtis.info du 30/04/2014

## En Mapa, l'acheteur public peut se réserver le droit de négocier... ou pas

Dans un arrêt du 28 mars 2014, la cour administrative d'appel de Paris a considéré que dans le cadre d'une procédure adaptée, l'acheteur public avait la possibilité de recourir à une négociation sans être tenu de s'engager au préalable à user ou non de cette faculté.

Source : localtis.info du 29/04/2014

Urbanisme

## Reconversion illégale pour friche industrielle strasbourgeoise

La reconversion urbaine de la friche Québecor de Strasbourg attendra. Le tribunal administratif a annulé la modification du plan d'occupation des sols qui ouvrait la voie au projet de l'aménageur privé Frank Immobilier.

Source : le Moniteur du 05/05/2014

## Les nouveaux élus face aux enjeux de l'urbanisme

Face aux complexités des dossiers d'urbanisme, les élus, et tout particulièrement les nouveaux, peuvent être désemparés. Les associations de communes ont développé des outils d'information mais accompagner les élus, une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) urbaine commence à se développer sur le modèle du bâtiment. Découvrez ce nouveau métier à travers un reportage vidéo sur l'agence Siam Conseils, à Tours, un des précurseurs de la démarche en France.

Source : le Moniteur du 02/05/2014

Environnement / Energie

**Transition énergétique : « la loi doit avoir un effet d'amplification », selon Bruno Léchevin, président de l'Ademe**

Invité par le Comité 21 à évoquer les avancées du projet de loi sur la transition énergétique, le président de l'Ademe, Bruno Léchevin, a fait preuve d'enthousiasme et estimé que cette grande mutation de notre société était déjà en marche.

Source : la gazette des communes du 02/05/2014

### Energie, logement, transport, environnement : nomination à Matignon

[Loïc Rocard est nommé Conseiller énergie, transport, environnement, logement \(chef de pôle\) auprès du Premier ministre, Manuel Valls, indique le Journal Officiel en date du 2 mai.](#)

Source : le Moniteur du 02/05/2014

### Concessions hydrauliques : Ségolène Royal favorable à des sociétés d'économie mixte

[La ministre de l'Ecologie et de l'Energie, Ségolène Royal, a annoncé le 29 avril vouloir placer les barrages hydroélectriques français dans le giron de sociétés d'économie mixte \(SEM\) à majorité publique, s'inspirant du modèle de la compagnie nationale du Rhône \(CNR\).](#)

Source : localtis.info du 30/04/2014

### Troisième conférence environnementale en octobre

[La prochaine conférence environnementale se tiendra en octobre 2014 et devrait comporter trois tables rondes :...](#)

Source : localtis.info du 30/04/2014

### FEE Bat, c'est signé !

[Ségolène Royal, ministre de l'Ecologie et Sylvia Pinel, ministre du Logement ont signé le 30 avril la nouvelle convention FEE Bat sur la formation des professionnels du bâtiment aux économies d'énergie. Cette signature qui va permettre de débloquer les fonds de la formation jusqu'en 2017 met fin à l'inquiétude des professionnels.](#)

Source : le Moniteur du 30/04/2014

Collectivité territoriale

### La métropole du Grand Paris va devenir un lieu de « bataille publique » pour le PCF

[Conforté par sa résistance électorale après les municipales, le PCF veut faire de la métropole du Grand Paris et particulièrement de la mission de préfiguration, un lieu de « bataille publique » destiné à infléchir le gouvernement sur tous ses projets de décentralisation.](#)

Source : la gazette des communes du 02/05/2014

Accessibilité : le Sénat autorise le gouvernement à légiférer par ordonnances

[Ce texte de quatre articles adopté par le Sénat le 28 avril autorise le gouvernement à créer par ordonnance dans un délai de cinq mois les agendas d'accessibilité programmée et à assouplir la réglementation pour les petites communes.](#)

Source : le Moniteur du 29/04/2014

Najat Vallaud-Belkacem dévoile sa feuille de route pour la Ville

[Un courrier aux maires de France et une feuille de route détaillant quatre grands champs d'action \(concentration des moyens de l'Etat, cohésion et rénovation urbaine, participation citoyenne et emploi\) : la ministre de la Ville s'est inscrite lundi 28 avril dans la continuité de l'action de son prédécesseur, François Lamy.](#)

Source : le Moniteur du 28/04/2014

## Presse

Les autoentrepreneurs de nouveau sur la brèche

[Un amendement voté au Sénat vient modifier leur statut. Il vise à lutter contre le salariat déguisé.](#)

Source : les Echos du 05/05/2014

Vers une transition énergétique assumée

[Ségolène Royal vient d'annoncer qu'aucune hausse de l'électricité n'aura lieu avant août prochain, ce qui, paradoxalement, sera probablement reçu avec soulagement par les producteurs d'électricité. En effet, ceux-ci sont soumis à un renversement de tendance inconnu depuis le début de cette industrie.](#)

Source : les Echos du 05/05/2014

### Des « interco » en pleine réforme

Moins spectaculaire que la fusion des régions, moins polémique que la mort des départements, la réforme des intercommunalités concourra pourtant, elle aussi, largement à redessiner la carte de France.

Source : les Echos du 02/05/2014

### Un champion public des déchets naît face au privé

Des collectivités françaises et allemandes créent un spécialiste de la conversion des déchets en énergie pour répondre aux appels d'offres sur les incinérateurs.

Source : les Echos du 28/04/2014